

UNI·ES



CONTRE TOUS LES

RACISMES ET LES POLITIQUES

RÉACTIONNAIRES

ZOOM

Justice. Sans surprise,
Éric Dupond-Moretti blanchi!

Page 3

INTERNATIONAL

Les États-Unis font de
grandes promesses à la
COP28 : seront-elles tenues?

Page 4

ARGUMENTS

Sur nos terres : produire de la
nourriture... ou de l'énergie.
Un jeu de dupes?

Page 5

CHAMP LIBRE

«Bien vieillir»? Les
premierEs concernéEs
prennent la parole

Page 8

Édito

Un «ratage» de la psychiatrie?

Par JEAN-CLAUDE DELAVIGNE

« Il y a eu un ratage manifestement psychiatrique ». C'est en ces termes que Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, a commenté le meurtre d'un touriste allemand par Armand R. M. près de la tour Eiffel le 2 décembre. Ce dernier, déjà condamné pour avoir projeté un attentat en 2016, a posté une vidéo justifiant son acte par « l'actualité, le gouvernement, le meurtre de musulmans innocents ». Suivi depuis sa sortie de prison par les services de renseignement, il l'était aussi sur le plan psychiatrique.

Les propos dignes d'une cour de récréation de Darmanin — « C'est pas moi, c'est l'autre » — n'ont d'autre but que de reporter sur les erreurs d'appréciation de la psychiatrie un drame pour lequel lui et ses services n'auraient aucune responsabilité. Dans le droit fil de son modèle Nicolas Sarkozy, Darmanin voudrait encore un peu plus que la psychiatrie soit, non un outil de soin au service de personnes en souffrance, mais une annexe du ministère de l'Intérieur ayant pour vocation première et illusoire de « protéger » la société contre la « dangerosité » de la folie.

Marine Le Pen et Jordan Bardella poussent cette logique jusqu'au bout en exigeant l'extension de la « rétention de sûreté », c'est-à-dire la possibilité de maintenir enfermée toute personne, sans qu'elle ait commis un acte ou une fois sa peine purgée. La psychiatrie aujourd'hui sinistrée, avec des budgets en baisse (contrairement à ceux du ministère de l'Intérieur) ne parvient plus à remplir les missions qui sont les siennes. Faute de moyens, l'enfermement, la contention, le renforcement des traitements médicamenteux remplacent ce qui avait fait ses avancées au cours des dernières décennies : un accueil bienveillant, un soin apporté par la parole et la relation soignante. C'est en permettant aux personnes que la psychiatrie soigne d'aller mieux qu'elle peut éviter certains passages à l'acte, sans que cela puisse être garanti. Ce n'est pas en se mettant encore un peu plus au service des politiques sécuritaires!

À la Une

CASSE DES SERVICES PUBLICS, CADEAUX AUX PATRONS, EXTRÊME DROITE

UniEs contre tous les racismes et les politiques réactionnaires

L'extrême droite est à l'offensive partout en Europe, tandis que les politiques libérales deviennent de plus en plus réactionnaires... Il y a urgence à contrer la haine et à unir les travailleurEs.

Florence, le 3 décembre. Les chefs de partis européens d'extrême droite, le groupe ID (Identité et démocratie) sont réunis au Parlement européen. Complotisme, xénophobie, racismes... Tout y est ! Le député RN Jordan Bardella passerait presque pour un modéré. Il défend la « civilisation » européenne. Le raout semble réussi.

Poussée de l'extrême droite en Europe

Signe supplémentaire que l'extrême droite est à l'offensive : après la poussée électorale d'octobre dans les régions allemandes, la victoire du libertarien Javier Milei, il y a eu aussi celle de Geert Wilders au Pays-Bas, les manifestations de haine en Irlande et en France aussi autour du meurtre de Thomas Perroto. Une telle offensive n'a rien de surprenant ! Les politiques de casse des services publics et de redistribution inégalitaire des richesses en Europe ou ailleurs ont partout les mêmes effets. Elles ne font que contribuer à rompre tout pacte social, fût-il illusoire, à renforcer l'individualisme, le repli sur soi ou son entourage proche au risque de faire tomber dans la haine de soi et des autres toute une partie des travailleurEs appauvris ou se sentant menacés de l'être. Désormais, un spectre hante l'Europe... et ce n'est pas le communisme ! C'est la peur qui permet au capitalisme pourrissant de continuer à se gaver.



Manifestation du 16 avril 2022 à Paris. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Les politiques d'exploitation et de dérégulation

Quand les logiques sécuritaires tiennent lieu de politique (loi sécurité globale, loi séparatisme de 2021), quand la volonté d'étouffer toutes les revendications de justice sociale l'emporte (contre les syndicalistes, les écologistes, les opposantEs à la réforme des retraites), quand la justice est du côté des puissants (Dupond-Moretti relaxé il y a quelques jours, entre autres exemples)... il ne reste plus à la surenchère raciste que de surfer sur le ressentiment.

La bourgeoisie, ou du moins son personnel politique, ne semble n'avoir plus ni morale ni politique. Le débat sur la loi Darmanin, qui devrait en elle-même être rejetée, est l'occasion des pires marchandages de politiciens idéologues sur le dos des migrantEs et de la santé

publique. La bourgeoisie ne fait qu'user des vieilles recettes réactionnaires pour mater les classes laborieuses, à l'instar des annonces récentes du ministre de l'Éducation sur le redoublement ou les classes de niveaux au collège assorties de bien peu de moyens... L'enquête PISA, parue le 5 décembre, révèle que 67 % des élèves ayant participé au test en France sont scolarisés dans un établissement dont le principal ou le proviseur a déclaré que « la capacité à dispenser l'enseignement était entravée par un manque de personnel enseignant », contre... 17 % en 2018. Merci Macron !

La déroute économique et politique de la bourgeoisie en Europe et dans le monde pour maintenir un haut niveau de profit s'accompagne non seulement d'une fuite en avant réactionnaire et raciste mais aussi écocide. Les

scientifiques du Global Carbon Project révèlent que les émissions du principal gaz à effet de serre atteignent un niveau record en 2023 et ajoutent qu'« il semble désormais inévitable que nous dépassions l'objectif de 1,5°C de l'accord de Paris ».

Rassembler la gauche de combat

Face à cette situation, il est urgent d'imposer d'autres politiques, qui prennent directement le contre-pied des réactionnaires, qu'ils soient « libéraux », « ultra-libéraux » ou « identitaires ». Aucune de ces politiques n'a rien à offrir aux travailleurEs qui produisent les richesses, les biens et les services, pour la grande machine à consommer et à gaspiller. C'est aux travailleurEs de décider ce qu'ils produisent, comment ils le produisent et de répartir les richesses. Il y a urgence à s'organiser pour mettre en place cette politique et contrer l'extrême droite, qui ne sert que le patronat et ses logiques mortifères. C'est dans cette perspective que le NPA propose à la gauche politique, syndicale et associative l'organisation d'une grande manifestation contre l'antisémitisme, l'islamophobie et tous les racismes, contre les politiques réactionnaires et sécuritaires de l'État. Dans l'immédiat, le 18 décembre, il faudra être toutes et tous dans la rue, contre la loi Darmanin.

Fabienne Dolet



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

Bien dit

Ce sont les informations plutôt que les commentaires qui font l'opinion.

Un journaliste en possession de faits est un réformateur plus efficace qu'un éditorialiste qui se contente de tonitruer en chaire, aussi éloquent soit-il.

ROBERT EZRA PARK (1864-1944), journaliste puis sociologue, cité par Edwy Plenel lors des États généraux de la presse indépendante à Paris le 30 novembre 2023.



QUAND LE LOBBY DU PÉTROLE S'EXPRIME... c'est directement le président émirati de la COP28, le Sultan Al-Jaber, qui prend la parole : « Je ne souscrirai en aucun cas à des discussions alarmistes. Aucune étude scientifique, aucun scénario ne dit que la sortie des énergies fossiles nous permettra d'atteindre 1,5°C. 1,5°C est mon étoile du Nord ». Il y a urgence à prendre nos affaires en mains et s'organiser contre les politiques capitalistes et écocides. © CHRISTOPHER PIKE

JUSTICE Sans surprise, Éric Dupond-Moretti blanchi!

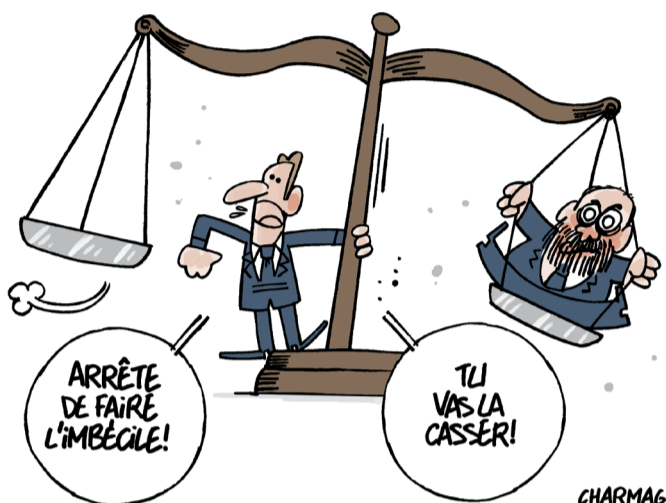
La Cour de justice de la République (CJR) a encore redoublé d'imagination, sans doute après de sérieuses tractations en coulisses, pour sauver l'un des barons de la République. Cette fois, le ministre de la Justice est bien coupable mais comme il ne l'a pas fait exprès, il est relaxé!

Pour la première fois, un ministre de la Justice en exercice comparaisait devant la CJR, grâce à une plainte déposée par deux syndicats de la magistrature et l'association Anticor, pour une double prise illégale d'intérêts.

EDM reconnu coupable des faits

Il est accusé d'avoir utilisé des pouvoirs disciplinaires liés à sa fonction ministérielle pour régler leur compte à quatre juges qui s'étaient opposés à lui quand il était avocat. Et ce n'est sans doute pas anodin, trois étaient alors en fonction au Parquet national financier (PNF), qui réussit chaque année à récupérer le vol de 10 milliards de fraude fiscale, et l'autre était détaché à Monaco dans le cadre de l'anti-corruption... La CJR reconnaît que EDM a effectivement commis le délit de prise illégale d'intérêts dans les deux affaires et estime que « l'élément matériel est établi ». Dans le camp des justiciables, souvent maltraités par leur justice, on se reprend à espérer!

DUPOND-MORETTI RELAXÉ



Mais il est innocent

On écoute médusé les avocats de la défense plaider l'innocence de leur client. Il était nouveau dans la fonction ministérielle, il n'avait pas pris la dimension de celle-ci, il ne savait pas gérer ses nouvelles prérogatives, mais surtout, surtout, il était très mal conseillé par tous les hauts fonctionnaires du ministère de la Justice qui l'entouraient. On

se dit que c'est tellement gros, tellement impossible que ça ne va pas marcher. Comment un avocat, réputé brillant pénaliste depuis trente-cinq ans, une fois ministre pouvait-il ne pas reconnaître une prise illégale d'intérêts, comment pouvait-il n'être entouré que d'incapables, lesquels doivent quand même posséder quelques notions de droit constitutionnel (!), qui ne

l'auraient pas alerté? Mais ça marche, la CJR juge qu'« en l'absence d'élément intentionnel ces infractions reconnues matériellement ne sont pas constituées ». Dit plus trivialement, il ne l'a pas fait exprès, il ne savait pas, donc EDM est relaxé!

Une fascisation rampante?

Borne se réjouit de cette relaxe, Macron reçoit EDM l'après-midi même de sa sortie du tribunal. Leur tribunal d'exception a, une fois encore, bien fonctionné. Macron et ses sbires ne doutent pas qu'il en sera pareil pour Dussopt, ministre du Travail en exercice, assis aujourd'hui sur le « banc d'infamie ». Comme EÉLV et LFI, nous exigeons la suppression de la CJR. Au-delà, cette déliquescence d'en haut crée un ras-le-bol dans l'ensemble de la société, une défiance généralisée. À force de développer une justice de classe scandaleuse, de museler syndicats, associations, résistances, de faire dans le populisme en piétinant le pouvoir indépendant de la justice et en rassemblant tous les pouvoirs dans les mains de l'exécutif, il déploie le tapis rouge à l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite.

Roseline Vachetta

À lire sur le site



À La Poste de Millau, deux luttes victorieuses



Grève des livreurs à vélo, contre l'exploitation sans limite

No comment

Vous voyez, là, elle force pour garder les yeux fermés, d'accord? C'est pas possible. Vous voyez, elle saisit la main de mon collègue, c'est qu'elle n'est pas inconsciente

Propos des trois pompiers au chevet d'Aïcha, 13 ans, décédée douze jours plus tard d'une hémorragie cérébrale, cherchant à convaincre sa mère qu'il ne se passait rien... pendant trente minutes. *Mediapart*, 3 décembre 2023.

Agenda

Samedi 9 décembre, rencontres de La Brèche avec Jean-Jacques Marie sur les écrits dits militaires de Trotsky, Paris 12^e. À 17h, à la librairie La Brèche, 27 rue Taine dans le 12^e.

Judi 14 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou et Pauline Salingue, Marseille. À 19h, Salon Magallon, 4 boulevard Magallon dans le 14^e (métro Bougainville).

Vendredi 15 décembre, réunion publique de solidarité avec la Palestine avec Olivier Besancenot, Genève. À 19h, Maison des associations, salle Gandhi, à Genève.

Lundi 18 décembre, manifestation contre le racisme et la loi Darmanin, Paris. À l'occasion de la journée internationale des migrantEs, à 17h, Opéra.

PROCHE-ORIENT Une paix juste en Palestine passe par le boycott

La reprise des bombardements conjugués aux combats au sol après sept jours de trêve a rendu la bande de Gaza plus invivable encore, et le décompte macabre a de nouveau explosé. Visiblement la communauté internationale n'est pas prête à peser pour arrêter ce massacre inhumain.

Même s'il y a des résistances à Nétanyahou, un sondage effectué en Israël mi-novembre indiquait que seulement 2% de la population juive israélienne trouvait la séquence de bombardement excessive et près de 30% ne la trouvait pas assez excessive. Ces chiffres indiquent que pour l'instant la pression des peuples doit surtout s'exercer de l'extérieur.

AXA, Carrefour, Puma, HP... à boycotter

Ainsi, en France, il devient urgent de renforcer les collectifs de soutien et mettre plus en avant la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) lancée par la société civile palestinienne. Cette campagne de boycott — à l'image de la lutte en Afrique du Sud — allie action individuelle (un boycott de produits israéliens ou soutenant la colonisation) à des actions de pression sur certaines entreprises que la campagne BDS cible pour ses liens étroits avec l'apartheid.

Des banques de financement qui soutiennent la colonisation (prêts immobiliers, notamment dans les nouvelles colonies en Cisjordanie)

ne doivent plus obtenir de soutien, comme AXA Assurances en France qui investit dans les principales banques coloniales israéliennes. AXA est signataire du Pacte mondial des Nations unies mais n'en respecte pas les principes. L'assureur français promet ses principes éthiques, tout en les violant et en investissant dans des banques israéliennes qui financent les colonies illégales. AXA doit être dénoncé!

Carrefour a annoncé en grande pompe son installation en 2022 en Israël, sur la base d'un nouvel accord de franchise avec la société israélienne Electra Consumer Products et sa filiale Yenot Bitan, toutes deux actives dans les colonies israéliennes illégales. Le partenariat signé par le groupe Carrefour avec Electra Consumer Products et sa filiale de distribution Yenot Bitan est directement lié à la fourniture de services soutenant l'existence et le maintien des colonies, ainsi que leur utilisation des ressources naturelles palestiniennes à des fins commerciales. Au début de la guerre sur Gaza, la franchise a d'ailleurs annoncé soutenir l'armée israélienne et présenté son

implantation en Israël sur une carte où la Cisjordanie et Gaza font partie d'Israël. Carrefour est une cible prioritaire des actions de boycott. Son retrait d'Israël signerait une défaite majeure pour l'État d'Israël.

Il y a d'autres entreprises. Puma, par exemple, sponsorise la Fédération israélienne de football, au sein de laquelle on compte plusieurs clubs installés dans des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie. Mais aussi, la compagnie HP dont dépend l'armée israélienne pour son infrastructure de contrôle (checkpoints, data, etc.) des vies palestiniennes. Toutes sont des cibles de boycott.

Contre l'État d'apartheid

La campagne BDS a un important succès international. Elle est présente dans plusieurs dizaines de pays, notamment ceux du Sud global. D'ailleurs, Israël dépense annuellement 35 millions de dollars pour contrer BDS et redorer son blason. Lors de l'attaque sur Gaza, plusieurs listes de produits à boycotter ont émergé, obligeant certaines entreprises à se positionner. Par exemple, la

campagne menée — hors BDS — sur McDonald's a eu un impact direct sur les ventes après que McDo Israël ait annoncé donner des repas gratuits aux soldats. McDo international a dû publier un démenti pour indiquer que la société ne soutenait pas Israël. La campagne BDS peut aussi se décliner sous d'autres formes: boycott culturel, boycott universitaire et boycott syndical. Isoler Israël de la scène internationale, et le ranger dans les pays avec qui il n'est pas normal de faire du commerce tant que cet État reste un État d'apartheid, est une des formes de pression possibles. La lutte pour la justice en Palestine et la solidarité passent par la mobilisation à la base pour faire plier Israël sous le poids des sanctions et du boycott.

Édouard Soulier

À lire sur le site



À Millau, défendre les Palestiniens et s'opposer aux fachos

SOUSCRIPTION 2023

UNITAIRES ET RÉVOLUTIONNAIRES



SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

OCÉANIE

À Madagascar, imposture électorale

Les élections présidentielles de la Grande Île montrent l'emprise d'une classe politique corrompue profitant de l'indigence des populations pour se maintenir au pouvoir.

Gagner dès le premier tour. L'objectif est atteint pour Andry Rajoelina. Il l'emporte avec 59% des votes. Le taux de participation annoncé est de 46%, contesté par une opposition dont la plupart des candidats avaient appelé au boycott.

Stratégie de l'opposition

La campagne a été dominée par plusieurs affaires. Le remplacement de Rajoelina, lors de la période électorale, par un général à la retraite à la suite de la démission forcée du président du Sénat en raison de menaces reçues. Cette entorse à la Constitution génère des doutes sur la sincérité du scrutin. Autre affaire, celle de la nationalité de Rajoelina. En obtenant sa naturalisation française il perdait automatiquement sa citoyenneté malgache.

À l'exception de deux candidats dont Randrianasoloniaiko, considéré comme un allié de Poutine, qui a obtenu plus de 14%, l'ensemble des candidats de l'opposition regroupés dans le Collectif des dix a, dans ces conditions, refusé de faire campagne et a appelé les Malgaches au boycott du scrutin.

Victoire biaisée

Une telle stratégie a laissé un boulevard à Rajoelina. Il s'est abstenu de rendre compte de son bilan catastrophique. L'ONG Ivorary considère que Rajoelina n'a tenu que 13% de ses promesses électorales faites en 2018 dans le cadre de son Plan émergence Madagascar. Dans le même temps, les deux principaux candidats de l'opposition qui ont été au pouvoir Ravalomanana et Rajaonarimampianina partagent avec le président sortant la corruption et l'accapement des ressources du pays au profit de leur clan.

Rajoelina, au-delà des promesses électorales, s'est surtout attaché à l'achat des consciences en utilisant le programme Tosika Fameno financé par la Banque mondiale pour attribuer une vingtaine d'euros aux populations les plus pauvres. Dès le lendemain des élections, des queues se sont formées devant les locaux du parti présidentiel pour demander l'argent promis pour le vote.

Les libertés mises à mal

Pendant la campagne électorale, les rassemblements de l'opposition ont été interdits, les manifestations férocement réprimées. Cette répression perdure. Le Collectif des dix n'appelle pas à des manifestations, de peur d'une riposte sanglante du pouvoir. L'Observatoire de la vie politique Safidy qui a déployé des milliers d'observateurs dans les bureaux de vote se refuse à tout recours auprès de la Haute Cour constitutionnelle, de crainte de représailles pour ses militants. Des menaces se font jour aussi dans le propre camp présidentiel. Ainsi, la demeure de Christine Razanamahasoa, présidente de l'Assemblée nationale, a été attaquée après sa déclaration critique sur le bilan de Rajoelina. L'émergence d'une force politique capable de représenter les aspirations des populations n'est pas encore à l'ordre du jour en dépit de la multitude de structures défendant les revendications sociales et environnementales.

Paul Martial

À lire sur le site



Russes de gauche contre l'invasion de l'Ukraine: «Sans le succès de cette campagne, il n'y aura pas de paix réelle et complète»

USA Les États-Unis font de grandes promesses à la COP28: seront-elles tenues?

La vice-présidente Kamala Harris a tenté, lors du sommet de la COP28, de présenter les États-Unis comme le chef de file de la lutte contre la crise climatique. Mais, en fait, tant les États-Unis que la COP28 n'ont pas résolu cette crise.

La réunion de 196 pays du monde était dès le départ marquée par l'ambiguïté. Bien que son objectif soit de réduire les combustibles fossiles et leurs émissions de carbone, elle s'est tenue à Dubaï aux Émirats arabes unis (EAU), un pays producteur de pétrole. Le président de la COP28, Sultan Ahmed Al Jaber, dirige à la fois Masdar, la société d'énergie renouvelable parrainée par le gouvernement, et Andoc, la compagnie pétrolière nationale des Émirats arabes unis. Les participants à la conférence ont été préalablement avertis par l'État autoritaire qu'il ne fallait pas « critiquer l'islam, le gouvernement, les entreprises ou les individus » et de ne pas manifester.

Kamala Harris était à la tête de la délégation américaine, qui comprenait également l'envoyé spécial pour le climat, John Kerry. Elle a déclaré devant l'assemblée: « Il s'agit d'un moment charnière: notre action collective, ou pire notre inaction, aura un impact sur des milliards de personnes pour les décennies à venir ».

Quelques maigres promesses difficiles à tenir

Les États-Unis ont fait quelques annonces importantes dont on peut douter qu'elles soient suivies d'effet. Tout d'abord, Kamala Harris a annoncé que les États-Unis contribueraient à hauteur de 3 milliards de dollars au Fonds vert pour le climat afin de financer les énergies renouvelables et la résilience climatique dans le monde entier. Mais le



Congrès américain n'a pas encore adopté une telle contribution et les Républicains qui contrôlent la Chambre des représentants s'opposent à pratiquement toute action sur le climat. La contribution pourrait donc ne jamais être versée.

Les États-Unis ont également soutenu la principale résolution de la COP28, la charte de décarbonation du pétrole et du gaz, qui prévoit l'engagement de 50 compagnies pétrolières et gazières du monde entier à renforcer leurs systèmes de production de méthane afin d'éviter les fuites. Le méthane est plus puissant que le dioxyde de carbone dans la production des gaz à effet de serre qui augmentent les températures mondiales. Comme l'a déclaré John Kerry, « il s'agit essentiellement de plomberie, de serrer les vis, de colmater les fuites, d'arrêter le torchage et la ventilation qui reviennent à gaspiller le gaz, à le brûler dans l'atmosphère et à

causer des dégâts ». La question est de savoir si l'on peut compter sur les compagnies pétrolières pour agir volontairement.

Dans le même temps, Kamala Harris a annoncé que les États-Unis adopteraient de nouvelles réglementations visant à réduire les émissions de méthane de 80% par rapport aux niveaux qui auraient été atteints en l'absence de ces nouvelles règles. Les compagnies pétrolières contesteront sans aucun doute toute nouvelle réglementation devant les tribunaux. Il s'agit donc d'une autre promesse qui pourrait ne pas être tenue.

Des actions en décalage avec les discours

Le rôle des États-Unis dans les décisions de la COP28 a reçu le soutien de l'Environmental Defense Fund, le plus puissant groupe environnemental américain. Mais certains activistes climatiques ne sont pas aussi satisfaits. Ils ont critiqué Biden

pour son absence à la conférence et se sont moqués de la contribution dérisoire des États-Unis au Fonds des pertes et dommages, qui ne s'élève qu'à 17,5 millions de dollars. À travers ce fonds, les pays riches et fortement producteurs de gaz à effet de serre doivent aider les pays en développement, qui produisent peu de gaz à effet de serre mais sont affectés par le changement climatique, à financer la réparation des dégâts sur leur population et leur économie.

D'autres ont critiqué l'administration Biden pour avoir signé davantage de baux permettant aux entreprises de forer pour le pétrole, par exemple à Willow, en Alaska. Même Al Gore (démocrate, ancien vice-président de Bill Clinton), qui a fait l'éloge de la loi de Biden sur la réduction de l'inflation et des mesures environnementales ainsi que des résolutions sur le méthane annoncées par les États-Unis et la COP, a déclaré: « Bien sûr, la poursuite de l'octroi de droits de forage pétrolier et gazier sur les terres publiques est un sujet de préoccupation ».

Selon Climate Action Tracker, depuis la signature de l'Accord de Paris sur le climat en 2015, aucune des 194 nations signataires n'a respecté ses engagements. Et le dernier rapport de l'ONU indique que le monde ne parvient pas à atteindre ses objectifs climatiques. La COP28 pourrait représenter un progrès limité, mais nous sommes confrontés à une catastrophe mondiale, et il faudra des mouvements sociaux et des actions politiques plus puissants pour mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles et faire réellement face à la crise climatique. **Dan La Botz, traduction Henri Wilno**

EUROPE Au Pays basque, une grève générale féministe historique

Plus de 1500 comités d'entreprise se sont joints à la grève, souscrite par tous les syndicats basques sauf CC.OO et UGT (minoritaires au Pays basque sud). Cette journée de lutte mixte avait pour objectif de revendiquer un système de soins public et communautaire face à la précarisation, la privatisation et la mercantilisation, ainsi que de faire ressortir l'importance des dimensions de genre, de race et de classe dans l'économie de la reproduction sociale.

Piquets de grève

Dès 7 heures du matin, des piquets de grève ont bloqué de nombreux sites industriels et interrompu la circulation dans les principaux accès routiers à Bilbao, Pampelune, San Sebastian ou Vitoria. Aux alentours de midi d'autres actions et rassemblements étaient convoqués devant les mairies, les parlements provinciaux et même à la prison de Martutene, pour visibiliser les inégalités des conditions de prisonnières. À Bilbao, un autre rassemblement s'est tenu à l'initiative d'un collectif de travailleuses face à l'Office d'immigration pour dénoncer les conditions de travail subies par les travailleuses d'aide à

Le jeudi 30 novembre a eu lieu une grève générale féministe au Pays basque pour « le droit collectif aux soins et à l'accompagnement » à l'appel du Mouvement féministe d'Euskal Herria et de la coordination de dizaines d'associations, collectifs de lutte, syndicats et partis politiques.

domicile dont 42% sont immigrées. L'après-midi, des manifestations dans les quatre capitales basques et une dizaine d'autres villes ont mobilisé plusieurs milliers de personnes sous la pluie.

L'impact était très important dans le secteur public, notamment dans l'éducation (70%) mais aussi dans l'industrie, moins dans le commerce. Les syndicats ont dénoncé des services minimums excessifs dans la santé afin de briser la grève. La journée s'est soldée par quelques affrontements avec la police lors des actions de blocage. Deux militantes ont été interpellées à l'usine Michelin à Vitoria, et cinq autres à Donostia pour s'être enchaînées à un bâtiment public.

Résistance militante et innovation de lutte

Cette journée s'inscrit dans le contexte des longues grèves victorieuses des travailleuses

des maisons de retraite ces dernières années, autant que sur les grèves du 8 mars de 2018 et 2019. Malgré un succès historique, il était fondamental pour les organisatrices de penser à toutes celles qui n'ont pas pu être là, comme les « internes », les travailleuses des services à domicile. « Nous ne sommes pas toutes là, il manque les internes ! » ou « La précarité est aussi de la violence ! » ont-elles scandé dans les rues de Bilbao.

Dans une tribune parue dans *El Salto/Hordago*, Xavi Mínguez et Clara Sanchez (Antikapitalistak) soulignent que le long processus de construction de cette grève (depuis 2020) révèle la nécessité d'avancer sur de nouveaux mécanismes de solidarité et de résistance militante, mais aussi de poursuivre dans la construction de pouvoir populaire et l'innovation des stratégies de lutte.

Luis, NPA 33

ÉCOLOGIE SUR NOS TERRES: PRODUIRE DE LA NOURRITURE... OU DE L'ÉNERGIE. UN JEU DE DUPES?

La finalité de l'utilisation des sols est aujourd'hui largement remise en cause. L'usage traditionnel, jusqu'ici admis par tous, qui était de développer des productions destinées à nourrir des humains ou des animaux, est mis en concurrence avec la

production d'énergie. La logique capitaliste, fût-elle teintée de vert pâle, est à l'œuvre, comme toujours animée par la recherche du profit, avec son lot de rentabilisation, de concentration, d'industrialisation, et heureusement de luttes qui s'y opposent!

Le chiffre 5 millions

Un quart des agriculteurs ont 60 ans ou plus et devraient être en retraite d'ici 2030. Sur la base des surfaces moyennes connues, cinq millions d'hectares devraient changer de main. Un cinquième de la surface agricole utile! Une énorme opportunité pour engager l'agriculture française sur la voie de la transition agro-écologique et permettre à des milliers d'hommes et de femmes de s'installer. Les dynamiques actuelles d'accapement des terres ne vont pas dans ce sens.

Méthanisation: un piège productiviste

La méthanisation, c'est la production d'un biogaz issu de la fermentation des déchets, des effluents d'élevages, des résidus de culture. Sur le papier, la méthanisation est donc une « énergie verte » qui recycle des ressources existantes, offrant aux agriculteurs un revenu d'appoint en optimisant leurs déchets. Que demander de plus?

En réalité, ce ne sont pas les agriculteurs mais bien les grosses entreprises énergétiques qui y gagnent. Pour faire du gaz, il faut des ingrédients qui dégagent beaucoup de méthane tels les tourteaux de colza, les déchets et pailles de céréales, le maïs et les déchets animaux. Ce n'est pas le cas des lisiers et fumiers de porcs et de bovins, en grande quantité sur les terres d'élevages intensifs. Les déchets très méthanogènes sont donc plus rares... au point qu'un marché du déchet agricole a vu le jour! Les agriculteurs paient de plus en plus cher des déchets d'abattoir, le maïs dont les prix augmentent à cause des sécheresses. Il devient difficile pour certains agriculteurs de payer ces matières; ils doivent alors ouvrir leur capital à un énergéticien. De plus, pour limiter au maximum les risques sanitaires, il est nécessaire de traiter les déchets animaux pendant une heure à 70 °C, procédé



trop onéreux pour les agriculteurs, mais pas pour les industriels. Cela creuse le gouffre qui sépare une petite

méthanisation à la ferme et celle à dimension industrielle, qui dégage le plus de valeur ajoutée.

Le gouffre qui sépare une petite méthanisation à la ferme et celle à dimension industrielle, qui dégage le plus de valeur ajoutée, se creuse

Des risques sanitaires importants

La méthanisation présente des risques pour l'environnement et les vivants. En sortie de processus, les agents pathogènes, les résidus de médicaments, de métaux lourds, de pesticides se retrouvent épandus sur les terres agricoles, provoquant notamment une pollution à l'ammoniac. Les boues de station d'épuration, qui peuvent également être utilisées dans les méthaniseurs, contiennent des métaux lourds, des résidus médicamenteux, des perturbateurs endocriniens, de

l'ibuprofène, des antidépresseurs et des antibiotiques! Alors, les accidents arrivent. À Châteaulin, en 2020, plus de 400 m³ de digestat ont débordé d'une cuve de méthaniseur, et 400 000 litres de liquide toxique à forte concentration d'ammoniac se sont déversés dans le fleuve qui alimente en eau potable 49 communes du Finistère. On le voit, l'évaluation de l'impact s'impose, mais en attendant que les études soient menées, on continue d'épandre les digestats sur les terres agricoles sans en maîtriser les risques.

Gâchis alimentaire!

Du lait, des pommes de terre, du blé ou du maïs: autant de nourriture... qui ne nourrira personne. En effet, si la méthanisation se vante de recycler les effluents d'élevage (lisier, fumier...), elle préfère utiliser certaines cultures et certains produits alimentaires beaucoup plus méthanogènes. Le risque de dérive est connu. Le Code de l'environnement

limite à 15% la proportion de végétaux issus des cultures principales parmi les intrants qu'on jette dans le méthaniseur. Cependant, la production de méthane nécessite un approvisionnement 24 heures sur 24. Pour tenir la cadence, les exploitants introduisent dans leur méthaniseur des cultures et lisiers issus de leurs terres ou d'autres fermes, ainsi que des co-produits de l'industrie agroalimentaire. Des critiques se font entendre, y compris au ministère et au sein des organisations syndicales agricoles, à propos de « la crainte d'un détournement des sols agricoles de leur vocation alimentaire » et « les inquiétudes sur la concurrence d'usages des fourrages entre méthanisation et alimentation animale en période de sécheresse ». Les céréaliers, les plus à même de financer de gros méthaniseurs, pourraient revendiquer la levée du verrou des 15%. La porte serait alors ouverte à une évolution du modèle français vers le modèle allemand, où les cultures dédiées occupent une place centrale, et qui est largement remis en question en Allemagne!

Le solaire dont nous ne voulons pas

Bien que la loi interdise de transformer l'usage des terres agricoles qui doit servir à la production alimentaire, le danger de voir les campagnes se couvrir de panneaux au détriment des cultures vivrières est bien là.

L'agrivoltaïsme, c'est moderne, ça rapporte

Le procédé consiste à installer des panneaux photovoltaïques près du sol, en rangées, pour laisser passer les engins agricoles. Soit des structures pouvant offrir de l'ombre à des animaux, soit en hauteur, au-dessus des cultures, permettant ainsi une protection contre le gel, la grêle, les coups de chaleur. Avec l'intelligence artificielle, les panneaux seraient orientables suivant les moments de

L'objectif « neutralité carbone » d'ici 2050 du gouvernement implique de faire passer la production d'électricité solaire de 12 GW en 2021 à 48 GW en 2028. Dans le viseur, l'agrivoltaïsme qui préconise d'installer des panneaux photovoltaïques dans les champs et terres agricoles.

Le danger de voir les campagnes se couvrir de panneaux au détriment des cultures vivrières est bien là

la journée. Ainsi en est-il des arguments des promoteurs. Cela n'est pas sans risques! Et notamment à propos de la question: nourriture ou énergie? D'après l'Ademe, 15% du photovoltaïque proviennent des terres agricoles, soit 10,4 GW en 2020. L'État

prévoit d'obtenir 20,1 GW fin 2023, 48 GW en 2028. Mais aussi, au sujet de la spéculation foncière. Le loyer versé par les entreprises d'énergie peut être 10 fois plus élevé que ce que peut rapporter la location des terres à un exploitant (fermage). Dans un secteur où 18% des ménages d'agriculteurs sont sous le seuil de pauvreté (Insee 2021) le risque de consacrer la terre à produire du courant existe. Avec la diminution, année après année des surfaces cultivées, la pérennité du métier de paysanE se pose. D'après la Cour des comptes,

282 000 hectares de surface agricole ont disparu entre 2010 et 2018. Et même sur la diminution de la production agricole. En particulier du maraîchage. D'après un contrôle de la DDTM (Direction départementale des territoires et de la mer) des Pyrénées orientales en 2018, sur les 60 serres construites et équipées de panneaux photovoltaïques à l'époque, « les deux tiers ne présentaient soit aucune activité agricole, soit une activité réduite ». Enfin, le manque de recul empêche d'évaluer les impacts sur la biodiversité. « Les sols

vivants stockent le carbone et retiennent l'eau. Même sans plot de béton, les travaux pour installer 35 000 panneaux et pour la création des infrastructures sont extrêmement invasifs », prévient Terres libres de Bretagne. Fabien Balaguer de l'Association française d'agroforesterie explique: « avec un arbre vous avez une ombre froide et humide et avec un panneau vous avez une ombre sèche et chaude... avec des arbres on peut avoir plus de résultats et surtout à plus long terme. »

L'agrivoltaïsme, fausse solution

L'agrivoltaïsme actuel comporte trop d'inconvénients sociaux et environnementaux. L'énergie doit relever d'un service public, fondé

sur les énergies renouvelables, démocratiquement géré plutôt que d'être aux mains de groupes privés et de fluctuer heure par heure sur le marché. L'agrivoltaïsme est une production du capitalisme vert. Pour répondre aux besoins, d'autres solutions existent: friches industrielles, ombrières sur les parkings, toitures des bâtiments commerciaux, administratifs ou agricoles. Si la Confédération paysanne appelle à un moratoire sur l'installation des méthaniseurs comme pour l'agrivoltaïsme c'est bien parce que l'industrialisation à marche forcée des énergies renouvelables sabote toutes les formes d'écosystèmes énergétiques, gérant, produisant et consommant localement.

RÉPRESSION À Strasbourg, relaxe pour notre camarade Alain

Des interpellations avaient eu lieu à Strasbourg lors de la manifestation interdite du 13 octobre 2023 en soutien aux droits des Palestiniens (voir *l'Anticapitaliste* n° 680). Notre camarade Alain avait passé 37 heures en garde à vue, s'était vu signifier un contrôle judiciaire jusqu'à son procès qui s'est tenu le 30 novembre pour «violences sur deux agents dépositaires de la force publique».

De nombreux militantEs d'associations, de syndicats et de partis politiques ont manifesté leur soutien le jour de l'audience autour d'un «café» de la solidarité organisé devant le tribunal par le NPA 67.



La relaxe, et pas de dommages et intérêts
Certains d'entre eux ont pu assister à l'audience pour applaudir la relaxe de notre camarade défendu comme d'habitude par maître Dole. Aucun des faits reprochés à Alain n'a été démontré, les vidéos des caméras de surveillance installées devant le commissariat de police, où se sont produits les faits, n'étaient pas exploitables. Comme par hasard! Motif invoqué: «angle de prise de vues mauvais»! Les flics avaient eux carrément oublié d'allumer leurs caméras portées. Heureusement, restaient les photos prises par un militant du NPA 67 projetées à l'audience et qui ont permis sans ambiguïté de disculper Alain des faits de violence. Même le Procureur a requis la relaxe et a débouté les deux flics de leur demande de dommages et intérêts pour le préjudice qu'ils auraient subi: un coup d'épaule.

Une première judiciaire

En revanche, l'avocate d'Alain a demandé des dommages et intérêts à l'encontre des Bleus pour procédure abusive, ce qui est manifestement une première judiciaire. Après suspension de séance, la juge a estimé ne pas y faire droit au motif que l'engagement des poursuites résultait du Procureur et non des flics qui n'ont fait que se constituer parties civiles. Si ceux-ci avaient été à l'origine d'une plainte contre notre camarade, la demande aurait été recevable. N'hésitons pas à l'avenir à exploiter cette piste qui peut freiner l'ardeur des flics à se faire un 13^e mois sur le dos des poursuivis.

Cette affaire est la quatrième relaxe pour Alain en trois ans, la police strasbourgeoise s'acharnant sur notre camarade particulièrement actif à dénoncer les violences policières. Si la justice est capable du pire, à Strasbourg, elle continue à désavouer la police. Cela nous conforte dans notre volonté de défendre le droit de manifester quoi qu'il en coûte.

CorrespondantEs

À lire sur le site



Handicap: un monde du travail qui se résume à «exploitation» et «précarité», par Morgane Cros



Automobile: il était une fois l'usine de Flins..., par Jean-Claude Vessillier

ÉDUCATION Lycées professionnels: non au «Saccage LP 2024»!

Pour les élèves et les enseignantEs des lycées professionnels, le mépris social qui sous-tend le projet gouvernemental poursuit son action de démolition.

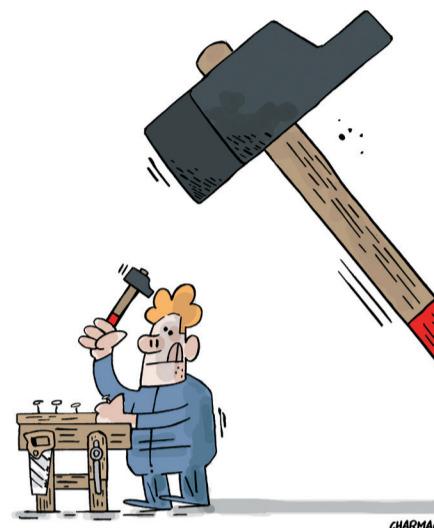
Comme d'habitude, aucun bilan n'est tiré. Alors que Macron, le 4 mai 2023, avait sorti de son chapeau 12 mesures pour les lycées professionnels avec effet dès la rentrée de septembre, pas l'ombre d'un questionnement sur le fait qu'à peu près rien ne s'est passé comme le magicien l'avait prédit. À l'exception peut-être de l'indemnisation (par l'État!) des élèves pour les périodes de stage en entreprise. Et encore avec bien des difficultés et un surcroît de travail pour les enseignantEs, puisque les «bureaux des entreprises» qui devaient fleurir dans chaque LP attendent toujours du personnel.

Fermeture des filières tertiaires

Pas de bilan non plus du fait que dans les filières tertiaires appelées à fermer dès la rentrée prochaine, des centaines de jeunes se sont retrouvés sans affectation en septembre. Ce qui a provoqué le passage des effectifs de 24 à 30 élèves par classe, voire 32! Les mobilisations des équipes pédagogiques n'ont obtenu que quelques heures de dédoublement sans aucune garantie pour les deux années suivantes. Autant dire pour une cohorte d'élèves, des conditions d'études largement dégradées, sans compter que cela impacte en majorité des élèves des quartiers populaires dans lesquels ces filières ont été massivement ouvertes ces dernières années.

Vers une année d'enseignement réduite dès 2024-2025?

Pas de bilan, bien au contraire! Début octobre le ministère a annoncé tranquillement la poursuite du projet macronien avec une nouvelle organisation de l'année de terminale professionnelle pour l'année 2024-2025 pour



les élèves actuellement en première. Et c'est juste hallucinant: l'année scolaire des élèves ne compterait plus que 22 semaines de cours au lieu de 33 pour les élèves de lycées généraux et technologiques! Une année qui, pour les élèves, se terminerait en mars incluant le passage des épreuves en contrôle continu mais aussi ponctuelles qui ont normalement lieu en juin. Avec la réforme Blanquer le bac pro était passé de trois années à deux ans et demi; là, il équivaudrait à deux années par rapport aux contenus du bac pro avant la réforme Blanquer!

Un vrai renoncement à donner les moyens aux élèves de LP d'accéder à un enseignement conséquent, sans parler de l'égalité entre les trois voies générale, technologique et professionnelle qui étaient pourtant le mantra d'un autre ministre libéral, Xavier Darcos,

en 2008-2009. En effet après six semaines de stage en avril-mai, les élèves seraient censés choisir entre poursuites d'études et recherche d'emploi, ce qui leur vaudrait soit six semaines supplémentaires de stage, soit six semaines de préparation à la poursuite d'études sur des contenus professionnels et de «culture générale» et «psychosociaux». Et enfin, pour achever la fermeture de véritables poursuites d'études, la ministre déléguée à l'Enseignement professionnel, Carole Grandjean, propose un nouveau bac +1 présenté comme un «sas vers l'entreprise» à improviser sous le contrôle des entreprises avec plus de 50% du temps en entreprises...

Mobilisation le 12 décembre

En plus de livrer les élèves de LP au patronat et ses besoins (avec redéfinition de la carte des formations par les régions pour leur mise en adéquation avec les besoins du marché du travail), cette réforme serait un pas en avant vers la liquidation du statut des enseignantEs. L'adéquation aurait comme premier effet la suppression de 15% des filières, considérées comme inutiles pour les employeurs. Et les collègues enseignant des matières professionnelles dans ces filières de s'interroger sur leur devenir! Car cette organisation du temps scolaire impliquerait une annualisation du temps de travail des profs, qui est un des objectifs de Macron et de ses ministres ultralibéraux.

Autant de raisons de se mobiliser le 12 décembre, à l'appel de l'intersyndicale réunissant le Snetaa-FO, la CGT Educ Action, le Snuep-FSU, le Snep-FSU, Sud Éducation, et la CNT pour le retrait de la réforme Grandjean de démantèlement des lycées professionnels.

Cathy Billard

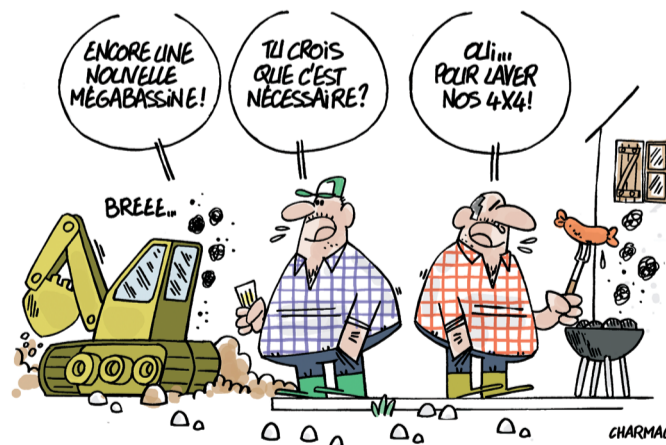
ÉCOLOGIE À Niort, un procès contre celles et ceux qui luttent pour l'eau

Neuf militants anti-bassines passaient en procès à Niort (Deux-Sèvres) mardi 28 novembre. Celui-ci devait avoir lieu en septembre mais la première tentative de jugement fut un fiasco. Après huit heures d'impréparation, qui démontrait la faiblesse de l'argumentaire des pro-bassines, le juge avait décidé de repousser le procès en novembre.

Cette fois, malheureusement, la mobilisation à l'extérieur était moins importante qu'en septembre, où plusieurs milliers de personnes étaient présentes, dont des personnalités comme Sophie Binet (CGT) ou Philippe Poutou (NPA). Il y avait toutefois à nouveau des centaines de militantEs pour apporter leur soutien aux prévenus.

Les mégabassines, un projet capitaliste destructeur

Ce procès le démontre une fois de plus! Ce qui est jugé dans ce genre d'événement, ce ne sont pas des personnes et des actes précis (bien qu'il y ait des griefs précis reprochés à des personnes précises), mais les représentants publics, les militants les plus connus et actifs d'une lutte de masse contre un projet capitaliste destructeur: les mégabassines. Les peines requises sont lourdes. Elles vont de la prison (avec sursis) de 6 à 12 mois à des interdictions de territoire local, des amendes très importantes, notamment des jours-amendes



qui peuvent conduire à l'emprisonnement en cas de non-acquittement. Les faits incriminés sont pourtant liés à des actions collectives comme l'organisation et la participation à une manifestation interdite (Sainte-Soline) ou la destruction de matériel (tuyauterie). Pourquoi, alors, ne s'en prendre qu'à neuf personnes et pas aux 25 000 qui étaient là, le 25 mars dernier, et qui ont participé et soutenu toutes ces actions? En ciblant ainsi, ils se mettent en position de faire un

procès politique. Comme l'a écrit Jade Lindgaard, dans *Mediapart*, l'avocat des agriculteurs réactionnaires, la Coordination rurale, est un militant de Debout la France, parti d'extrême droite. Celui-ci est intervenu contre «les gauchistes», mettant en opposition le monde rural et les écologistes. Une vieille rhétorique fasciste faisant référence à la «France du réel» contre les autres, ses ennemis, pouvant avoir plusieurs visages. Dans tous les cas, le jugement sera rendu le 17 janvier.

Ruraux, urbains... tous unis contre les mégabassines

La lutte contre les mégabassines continue de mobiliser. Plusieurs décisions de justice nous donnent raison, et des projets de bassines sont interdits. Cela n'empêche pas les logiques mortifères de se poursuivre, mais cela renforce la conviction des militantEs et multiplie leur combativité. D'ores et déjà, une énorme action est prévue dans le Poitou en juillet 2024. Ce sera l'occasion de faire la démonstration à nouveau que nous rejetons les mégabassines partout en France et dans le monde. Il faudra, pour les militantEs locaux, mobiliser les habitantEs des quatre départements du Poitou-Charentes, particulièrement en milieu rural, pour continuer d'enraciner la lutte et faire taire les discours de division que portent les capitalistes et l'extrême droite. Ruraux, urbains, militantEs ou non, les mégabassines nous mènent à la catastrophe. C'est toutes et tous ensemble que l'on doit les empêcher et les débâcher!

Alexandre Raguet

Sous les sapins, des livres et de la politique

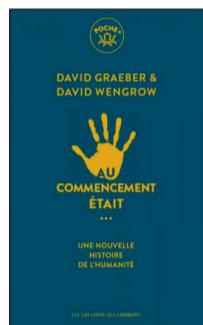


La sélection des libraires de La Brèche pour vos cadeaux de Noël, c'est du sérieux, cette année! Comme tous les ans, d'ailleurs! Sous le sapin, ces livres feront leur effet. Surtout les écrits militaires de Trotsky.

ESSAIS

Au commencement était... Une nouvelle histoire de l'humanité, de David Graeber et David Wengrow

Les liens qui libèrent, 2023, 752 pages, 12,90 euros.



Cette somme d'érudition vient tout juste de paraître en poche à un prix enfin abordable. Anthropologue engagé, Graeber, avec son ami Wengrow,

s'attache à déconstruire l'histoire de l'humanité telle qu'elle est enseignée et à la reconstruire avec tous les apports de la recherche depuis vingt-cinq ans (voir l'Anticapitaliste n° 683 du 16 novembre 2023). Époustouflant, l'étapisme (eh oui en anthropologie aussi!) en prend un coup.

Petit éloge de la médiocrité, de Guillaume Meurice

Les Pérégrines, 2023, 198 pages, 14 euros.



Le sous-titre est important, tout l'auteur y est. Sûr que c'est lui qui a imposé le texte du bandeau! Son impertinence, sa gouaille, ses prises de partie

sont légendaires. Et sa personnalité ne s'arrête pas là, il pose des questions dérangementes: Peut-on aimer les animaux et les manger?

Israël-Palestine, la solution: un État, de Ghađa Karmi

La Fabrique, 2022, 168 pages, 13 euros.



L'auteur, femme palestinienne, fait la démonstration-choc: Un «*seul État sur les terres de la Palestine historique, où les deux peuples vivent*

sur un pied d'égalité... où toute la population jouit des mêmes droits politiques et civils, ce qui est une solution impossible aujourd'hui mais reste la seule et unique solution souhaitée». Tout est dans la contradiction entre l'État binational impensable aujourd'hui... et l'absence d'alternative. Le patchwork actuel, la discontinuité territoriale, résultat de l'empêtement pluridécennal du territoire palestinien, l'interdit. Pourtant, 30% des Palestiniens aujourd'hui sont pour la solution à un État.

Antisionisme, une histoire juive, de Béatrice Orès, Michèle Sibony, Sonia Fayman

Syllepse, 2023, 366 pages, 25 euros.



Tous les plus grands penseurs juifs sont convoqués: la démonstration est définitive: l'idéologie sioniste est extérieure à la pensée juive,

ce n'est qu'une politique mortifère. Avec les textes du Bund, du Matzpen, de I. Deutscher, D. Bensaid, L. Trotsky, H. Arendt, I. Halevi, K. Kraus, M. Warszawski, A. Léon, M. Rodinson, I. Pappé, M. Rajsfus, G. Sholem, M. Buber, A. Serfaty, etc.

Comment la Révolution s'est armée, de Léon Trotsky

L'Harmattan, cinq tomes au prix de 48 euros, 52 euros, 38 euros, 41 euros, 45 euros, 2023.

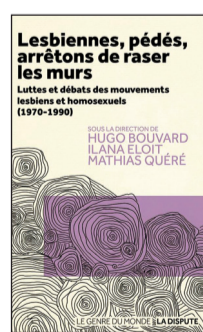


Les prix sont élevés mais justifiés. Pour la première fois en français, ces écrits dit militaires constituent une archive indispensable pour

comprendre la lutte engagée après la Révolution russe et ses retentissements sur le jeune État soviétique et le mouvement ouvrier mondial. Publiés et traduits par Jean-Jacques Marie (qui viendra les présenter le samedi 9 décembre à La Brèche), c'est l'une des principales œuvres politico-militaires du 20^e siècle. Trotsky insistait pour dire «politiques» et pas «militaires».

Lesbiennes, pédés, arrêtons de raser les murs, d'Hugo Bouvard, Ilana Eloït, Mathias Quéré

Luttes et débats des mouvements lesbiens et homosexuels (1970-1990), éditions La Dispute, 2023, 336 pages, 28 euros.



Le livre s'articule autour de quatre axes novateurs. Il rompt d'abord avec le tropisme parisien et met en lumière des expériences militantes

dans toute la France. Il replace les mobilisations lesbiennes, longtemps marginalisées, au centre et interroge les catégories forgées au cours de ces luttes, aux identités qu'elles incluent mais qu'elles relèguent à la marge. Enfin, il montre comment la formation de communautés s'ancre dans des pratiques culturelles et artistiques élargissant la conception du politique.

Les hommes et le féminisme, faux amis, poseurs ou alliés? de Francis Dupuis-Déri

Textuel, 2023, 160 pages, 17,90 euros.



Comment se mettre aux côtés des féministes lorsqu'on est un homme? Comment être un bon allié, dans la vie privée comme dans la sphère

publique et l'action militante? Et cela sans tomber dans une attitude paternaliste, et sans prendre la pose sur la photo de famille féministe, avant de disparaître à la première difficulté? Telles sont les épineuses questions auxquelles se confronte le politologue Francis Dupuis-Déri dans cette enquête passionnante.

Le Syndrome Magneto, et si les méchants avaient raison? de Benjamin Patinaud

Éditions Au diable vauvert, 2023, 448 pages, 23 euros.



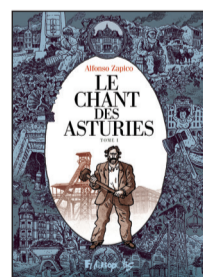
Analyser des œuvres de pop culture sous un prisme philosophique et sociologique, c'est tout le talent du youtubeur Benjamin Patinaud, alias

Bolchegeek, dans ses vidéos. Pour son premier livre, il s'attaque à la figure controversée du méchant. Pourquoi certains ne nous laissent pas indifférents? Leur méchanceté ne serait-elle qu'une affaire de point de vue? Un livre passionnant et inattendu, loin de ne s'adresser qu'aux geeks!

BANDES DESSINÉES

Le chant des Asturies, de Zapico Alfonso

Futuropolis, 2023, tome 1, 224 pages, 25 euros et tome 2, 256 pages, 27 euros.



À partir des mémoires familiales des villages miniers des Asturies, Alfonso Zapico construit ce roman graphique

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

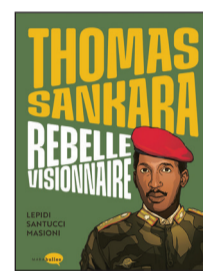
★ la-breche.com

01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

monumental de près de 1000 planches en quatre volumes, dont les deux premiers sont parus en français. C'est une épopée historique, personnelle et sentimentale de la Révolution des Asturies d'octobre 1934 en Espagne.

Thomas Sankara, rebelle visionnaire, de Pierre Lepidi, Françoise-Marie Santucci, Pat Masioni

Marabout, 2023, 160 pages, 23,95 euros.



La petite Léa, 10 ans, demande à ses parents pourquoi elle s'appelle Léa-Thomas? Ils lui racontent Thom Sank,

aussi appelé le Che africain, élu président de la République du Burkina Faso en 1983 dans cette ancienne colonie française. Idéaliste, communiste, écologiste, féministe, il a été tué à Ouagadougou en 1987 et on comprend pourquoi. Roman graphique passionnant qui retrace récits, anecdotes et fragments de sa courte vie.

ROMANS ET RÉCITS

Ouragans tropicaux, de Leonardo Padura

Métaillé, 2023, 450 pages, 23,50 euros.



L'auteur aime passionnément son île, la raconte en historien, sociologue, psychologue même. L'intrigue polar (excellemment menée) semble être un

prétexte pour faire le portrait de La Havane, dans toute sa pluralité. Deux histoires s'entremêlent, la guerre des proxénètes des années 1910 et 2016, quand une ordure de buros, «incarnation du mal pour les milieux artistiques» dans les années 1970, est assassiné... alors qu'Obama et les Rolling Stones doivent visiter l'île. La police est débordée mais Mario Condé est là.

Le temps des humbles, de Désirée et Alain Frappier

Chili 1970-1973, Steinkis Éditions, 2020, 360 pages, 25 euros.



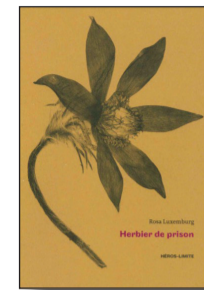
Soledad a quinze ans, Ricardo 18. Il est membre du Mir, mouvement de la gauche révolutionnaire; elle fait partie des sin-casa, qui vivent sous

des tentes de fortune près de Santiago. Ils se marient, ont deux enfants, s'impliquent dans les espoirs et les luttes de l'Unité

populaire, mettant tout en œuvre pour défendre ce bref interstice conquis par les humbles, jusqu'à sa fin tragique.

Herbier de prison, de Rosa Luxemburg

Héros-Limite, 2023, 208 pages, 36 euros.



Ce livre est beau, très beau. Il s'agit de la collection de végétaux faite par Rosa Luxemburg pendant ses années de prison entre 1915 et 1918.

«Au fond, j'étais faite pour garder les oies, et si je virevolte dans les tourbillons de l'Histoire, c'est par erreur». Son assassinat en janvier 1919 par la soldatesque en est certes une, mais son apport théorique et pratique à la révolution mondiale est majeur. On pensait connaître tous ses écrits, eh bien non! Les notes de cet herbier carcéral hurlent la liberté que la Révolution allemande de 1918 lui redonnera.

La résistance des bijoux, d'Ariella Aïcha Azoulay

Contre les géographies coloniales, Éditions Rot Bo Krik, 2023, 240 pages, 15 euros.



À la mort de son père, Juif d'Oran naturalisé français puis israélien, Ariella Azoulay découvre que sa grand-mère portait le prénom Aïcha.

En deux récits mêlant autobiographie et théorie politique, l'autrice serpente dans l'histoire de sa famille. Elle met en parallèle les colonialismes français en Algérie et sioniste en Palestine et leur continuité, comme la volonté obstinée de détruire l'enchevêtrement séculaire des mondes juifs, arabes et berbères. Qu'elle revendique pour mieux le restaurer.

Carnets de la Révolution russe, de Nikolai Soukhanov

Traduit du russe par Guillaume Fondu, La victoire était entre nos mains (tome 1, février-juin 1917), Smolny, 2023, 896 pages, 32 euros et Au milieu du feu et de la poudre (tome 2, juillet-octobre 1917), Smolny, 2023, 864 pages, 32 euros.



Enfin traduits du russe, ces carnets portent sur l'ensemble du processus révolutionnaire de 1917 (voir l'Anticapitaliste n° 663 du 25 mai 2023). L'auteur, journaliste,

menchevik internationaliste est courtois par tout le monde. Il va partout, rencontre tous ceux qui comptent et ne rate aucun évènement. Sa plume est excellente. La traduction est de très haut niveau. Un témoignage tellement vivant sur 1917, très loin des images d'Épinal!

À lire sur le site



Shane MacGowan: mort d'un punk romantique qui a sublimé l'Irlande

« Bien vieillir » ? Les premierEs concernéEs prennent la parole

La loi « Bien vieillir », examinée lundi 20 novembre à l'Assemblée nationale, avance un plan de prévention et de lutte contre l'isolement social, un dispositif de signalement des maltraitances, un droit de visite et un droit au maintien du lien social, un soutien des professionnelEs et des familles... sans véritables moyens financiers. Les députéEs du PCF et de LFI ont voté contre. Pour discuter de cette loi un groupe de retraitéEs de diverses professions, militantEs syndicales et syndicaux de Besançon se sont réuniEs pour débattre de ce que veut dire « bien vieillir ».

Martine, Yveline, Noëlle et Norbert, retraitéEs de Solidaires, se sont joints à Nadine pour la FSU et Michel pour les retraitéEs de la CGT. Martine ose un constat : « Je dis que la loi "grand âge", c'est l'Arlésienne chez Macron. Parce qu'il est arrivé en 2017 en disant "Je m'engage pour le bien-vieillir", avec un objectif de prise en charge de 4,2 millions de personnes dépendantes pour 2050. En 2018, il crée la branche autonomie, mais elle n'est pas prise en charge dans le cadre de la Sécu. Alors que ce que nous voulons, c'est une cinquième branche incluse dans le cadre de la Sécu. Depuis, Buzyn a fait une concertation sur le grand âge en 2018 ; il y a eu la mission Braun dont je n'ai jamais entendu parlé. Et, 50 000 postes en Ehpad avaient été promis par le ministre des Solidarités Combe en 2023. Seuls 3 000 ont été créés. Dans la proposition de loi "Bien vieillir", il est proposé (entre autres), la création "d'un guichet unique pour orienter et informer les personnes âgées". Et Noëlle de réagir : « Si vous êtes désorientéEs, tant pis pour vous ! »

Lutter contre l'isolement social

Dans cette réunion de vieilles et vieux travailleurEs, la parole est prise à tour de rôle. Les premierEs concernéEs estiment avoir leur mot à dire sur la façon dont les gouvernantEs envisagent les vieux jours de celles et ceux qui ont créé les richesses, leur vie durant. Pour Michel, l'isolement social frappe particulièrement les résidents les plus jeunes et les plus socialement défavorisés dans les établissements. « Ils sont très isolés dans les Ehpad. Mais le problème, c'est surtout un manque de personnel ». Puis, rapidement il évoque le droit de visite. « Pendant la pandémie de Covid, ma belle-mère a été trois mois sans nous voir. C'est la maltraitance institutionnelle de l'Ehpad », l'un des thèmes de cette loi. « On nous a interdit de lui rendre visite, puis on a pu la voir derrière une grande table, avec une vitre entre les deux, dans un espace qu'elle ne connaissait pas. Elle ne nous a pas reconnus du tout. Elle se demandait ce qu'elle faisait là. Cela a été un isolement institutionnel ». On verra lors de la prochaine crise si cette loi qui promet le droit de visite a changé les choses... Michel poursuit sur la création du guichet unique : « Il faudrait surtout développer la prise en charge de la vieillesse à 100% par la Sécurité sociale et non refaire des structures parallèles. Il ne faut pas forcément faire des branches,



« Il faut s'occuper nous-mêmes de nos affaires avant de sucrer les fraises ». NPA

« Un vrai plan de lutte contre l'isolement social supposerait un service public de cette profession avec un statut et une carrière »

comme la cinquième branche prévue dans la loi "grand âge" car, quand ils saucissonnent la Sécu c'est pour mieux la casser ». Nadine, qui est membre FSU du Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie du Doubs, estime que l'on est dans des effets d'annonce avec cette loi qui prétend qu'on va lutter contre l'isolement des personnes âgées : « Évidemment on ne va porter qu'il faut laisser les personnes âgées isolées mais quand on lit les propositions qui sont faites, par exemple il y a toute une histoire de télématique, d'informatique, et je trouve que ça ce n'est quand même pas une façon de lutter contre l'isolement des personnes âgées car il y en a plein qui ne sont pas équipées en informatique ».

« Le seul recours pour les personnes âgées ne peut pas être d'aller sur un site internet mais d'être mis en présence de vraies personnes, comme des travailleurs sociaux, par exemple ». Pour cela tous et toutes le disent d'une même voix : il faut des moyens humains !

Un service public des aides à domicile

Yveline explique qu'« il y a de réelles difficultés à trouver des aides à domicile, avec les bas salaires, les horaires de travail. Il faut organiser une vraie filière pour attirer des gens vers ce secteur-là. Mon père de 93 ans a quatre heures de ménage par mois. Eh bien, je crois que depuis le début, il n'y a jamais eu la même personne ». Pour Noëlle cela veut dire « s'il y avait un vrai plan de lutte contre l'isolement social ça supposerait un service public de cette

profession avec un statut et une carrière. Si on veut reconnaître les premières de corvée, il faut une évolution de salaire et une évolution de carrière car elles sont au Smic pour toute la vie ». Michel ajoute que les aides à domicile n'ont pas assez de temps pour être avec les personnes âgées pour leur remonter le moral, par exemple. La Conférence nationale de l'autonomie, une nouvelle instance étatique, va être créée alors qu'« on a absolument tout ce qui faut pour installer les choses » selon Nadine. Ce à quoi Michel répond que « lorsqu'on veut enterrer un problème, on crée une commission ».

Vieillir à domicile

Dans ce projet de loi, il n'y a absolument rien de prévu pour qu'il y ait des financements de postes d'auxiliaires de vie, d'aides-soignantes ou de travailleurEs sociaux. « Il y a des grandes annonces, des grandes attentions dont on peut dire que oui, c'est ce qu'il faut faire mais après, dans les moyens qui sont mis en œuvre il n'y a strictement rien du tout ». « Les options maintenant, c'est de laisser les gens chez eux. Ça c'est très bien tant qu'on peut avec l'accompagnement nécessaire. Après, le problème, c'est que les appartements ou les maisons ne sont plus forcément bien adaptés. Il y a les problèmes bêtement matériels. Comment sortir faire ses courses quand il n'y a pas d'ascenseur ou qu'on est loin du village ? »

« Les habitats comme Âge et Vie (colocations proposées par une société privée à but lucratif) rencontrent les mêmes problèmes de manque humain. Par exemple, dans une structure, à côté de Besançon, on a vu des personnes capables de se débrouiller mais dépendantes, chez qui personne ne venait faire le ménage dans leur appartement. Donc c'est vachement cher et les familles venaient voir leur parent et s'apercevaient que l'appartement était

Parmi les personnelEs qui travaillent au contact des personnes âgées, de nombreuses femmes immigrées sans lesquelles ça ne tournerait pas. Raison de plus pour ne pas les maltraiter avec une énième loi immigration

dégueulasse, le lit pas fait, la personne ne s'était pas lavée. Des trucs assez glauques... » On tourne toujours autour de la même chose : il n'y a pas assez de moyens.

Yveline fait référence à un nouveau groupe privé SOS Seniors dont la spécialité est d'acheter les Ehpad publics et privés à but non lucratif en difficulté dans plusieurs villes de France. Noëlle rappelle que parmi les personnelEs qui travaillent au contact des personnes âgées, il y a de nombreuses femmes immigrées sans lesquelles ça ne tournerait pas. Raison de plus pour ne pas les maltraiter avec une énième loi immigration. Bien des problèmes ont été évoqués : les handicapéEs, cette société qui cache ses vieilles et vieux, les différences de classe... Nadine et Noëlle pourraient avoir le mot de la fin : « Si ce n'est pas nous qui nous emparons du problème, à la façon du Conseil national autoproclamé de la vieillesse¹, personne ne s'en occupera à notre place. Dans nos organisations ou en dehors d'elles, il faut qu'on s'attaque à ce truc-là. Il faut s'occuper nous-mêmes de nos affaires avant de sucrer les fraises ».

En se quittant, on s'est donné rendez-vous début janvier en intersyndicale retraitéEs pour jeter les bases d'une auto-organisation des travailleuses et travailleurs retraitéEs sur la ville, pour essayer de défendre nous-mêmes nos intérêts. Car, on l'a compris, Macron, avec sa loi, se moque pas mal que l'on vieillisse bien. Tout ça c'est de l'enfumage !

Norbert Nussbaum

1 - <https://www.cnnav-demain.fr/>

Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitaliste1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n° 150 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

